

Distinguer le nécessaire du souhaitable

Lors des prochains entretiens de Watteville, le Conseil fédéral et les partis discuteront des grandes orientations de politique budgétaire et financière. Le thème ne pourrait pas être mieux choisi : de grandes questions de finance publique sont à l'ordre du jour et elles sont complexes à souhait. Les nouveaux financements du rail et de la route, des projets de développement des assurances sociales, plusieurs initiatives en faveur des familles, autant dire que les coûts se chiffrent en milliards. Ceux-ci risquent de dépasser la capacité financière de la Confédération et des cantons, mais aussi des contribuables. Car au final, toutes les factures arrivent chez eux.

Une partie des projets sont des initiatives populaires. D'autres proviennent directement du Parlement. Ils ont une chose en commun : ils se fondent sur l'idée que tout ce qui est souhaitable peut être financé. Des années de vaches grasses pour la Confédération et en partie pour les cantons ont contribué à forger cette idée. Ces années fastes sont pourtant révolues. De nombreux cantons doivent réduire la voilure et la Confédération aussi a épuisé sa marge de manœuvre. Pourtant, le CRT (programme de consolidation et de réexamen des tâches), un train de mesures qui donne une bouffée d'air à la Confédération sans nécessiter de gros sacrifices, menace d'échouer devant le Parlement.

Indépendamment de nombreux souhaits, certains projets sont réellement nécessaires. La réforme de la prévoyance vieillesse en fait partie au même titre que celle de l'imposition des entreprises. Les deux projets sont vitaux pour la Suisse, même si c'est pour des raisons différentes. La raison voudrait que l'on fixe des priorités politiques et que l'on définisse rapidement des jalons, notamment sur le plan financier. Sans fixation des priorités, les risques augmentent sensiblement : pour les finances publiques, mais aussi pour tous les contribuables.